

Pierre Brochand (ex-DGSE) : «Pourquoi l'immigration est l'enjeu central de notre vie publique» (3/3) Où allons nous ? Que faire ?

écrit par Antiislam | 8 décembre 2022



Troisième et dernier volet de l'allocution de Pierre Brochand.

Pour lire les 2 premières parties :

<https://resistancerepublicaine.com/2022/12/07/pierre-brochand-ex-dgse-pourquoi-limmigration-est-lenjeu-central-de-notre-vie->

[publique-dou-venons-nous-1-3/](#)

<https://resistancerepublicaine.com/2022/12/07/pierre-brochand-ex-dgse-pourquoi-limmigration-est-lenjeu-central-de-notre-vie-publique-2-3-ou-en-sommes-nous/>



3- Où allons-nous ? Que faire ?

Il y a deux préconditions à l'action : la transparence statistique et le rejet du discours intimidant.

Si l'on veut s'attaquer à un problème, il est indispensable d'en cerner la dimension réelle.

Or l'appareil statistique, centré sur le critère de la nationalité, ne permet pas d'évaluer toutes les répercussions d'un phénomène qui lui échappe largement. C'est pourquoi, il est impératif de nous orienter vers des statistiques et projections dites «ethniques», dont l'interdiction n'est qu'une hypocrisie et une coupable préférence pour l'ignorance, donc le statu quo.

Quant au discours intimidant, c'est l'incroyable prêchi-prêcha que nous servent les médias, les ONG, les « people », et dont la seule finalité est d'organiser l'impuissance publique.

Ces éléments de langage, que l'on nomme à tort « État de droit », ne sont, à mes yeux, que le reflet d'une idéologie qui, à l'instar de toutes les idéologies, n'a rien de sacré. À ceci près qu'elle est dominante depuis 50 ans.

Son dogme central, nous le savons tous, est de faire prévaloir, partout et toujours, les droits individuels et universels d'êtres humains présumés interchangeables, amovibles à volonté, dans un monde sans frontières, où tout serait parfait, sans l'obstacle anachronique de l'État national, « ce pelé, ce galeux d'où vient tout le mal », car seul théoriquement capable de dire non à cette chienlit.

Raison pour laquelle on s'est très soigneusement employé à le rééduquer, en l'amputant de ses bras régaliens pour le conformer au nouvel idéal : laisser aller, laisser courir, laisser tomber.

Le plus grave est que cette utopie ne se préserve des assauts du réel qu'en usant d'un moyen méprisable : le chantage.

Le chantage au racisme, qui, à coups de fatwas, promet la mort sociale à tous ceux qui s'aviseraient de sortir la tête de la tranchée.

Or, cette doxa, en forme de conte de fées, il ne faut pas craindre de proclamer qu'elle est fausse et incohérente.

Fausse, car, s'il est vrai que les immigrés entrent comme des individus, il est non moins effectif qu'ils s'implantent comme des peuples. Et c'est précisément cette évidence limpide que le narratif officiel nous interdit de voir.

Incohérente, car ladite doxa ne cesse de se contredire.

On nous raconte simultanément que l'immigration n'existe pas, qu'elle existe et que c'est une bénédiction, qu'elle a toujours existé et que c'est une fatalité, que l'accueillir est un devoir moral, mais qu'elle va payer nos retraites et

pourvoir aux emplois dont les Français ne veulent pas, que si elle cause la moindre difficulté, c'est parce qu'elle est mal répartie dans l'espace ou que l'on n'y consacre pas assez de moyens budgétaires, car ce n'est qu'un problème de pauvreté, d'urbanisme ou, au pire, d'immigration irrégulière.

Mais, en bout de course, on finit toujours par se heurter au même argument massue : « ne mettez pas d'huile sur le feu, car vous faites le jeu d'un tel ou d'un tel ». Argument qui est, sans doute, le plus extravagant de tous, en ce qu'il reconnaît qu'il y a bien un incendie en cours, mais qu'il est préférable de le taire pour des raisons qui n'ont rien à voir.

Rendus à un tel niveau d'absurdité, nous nous retrouvons face à une trifurcation :

- Soit on prend au sérieux ces fariboles et on laisse tout filer : on roule vers l'abîme, en appuyant sur l'accélérateur,
- Soit on reste benoîtement dans les clous et on se borne à accompagner le phénomène, en votant, tous les 3 ou 4 ans, des lois qui font semblant de traiter de l'immigration, mais qui, en fait, relèvent de sa gestion administrative et technocratique. Ce n'est que reculer pour mieux sauter,
- Soit on réussit à se dépêtrer de notre camisole et à reprendre, en faisant enfin preuve de volonté politique, le volant du camion fou qui roule tout seul depuis 50 ans.

Vous avez deviné que mon choix est évidemment le dernier. Mais plus précisément ?

L'immigration – il est facile de le comprendre – fonctionne comme une pompe qui refoule d'un lieu et aspire vers un autre. Nous ne pouvons rien, ou presque, pour empêcher le départ. Nous pouvons tout, ou presque, pour décourager l'arrivée.

D'où 6 grands axes :

1. Envoyer, urbi et orbi, le message que le vent a tourné à

180°, en s'attaquant bille en tête à l'immigration légale, qu'il convient de diviser au moins par 10.

2. Trancher à la même hauteur l'accès à la nationalité, qui doit cesser d'être automatique.
3. Contenir l'immigration irrégulière, en divisant par 20 ou 30 les visas, y compris étudiants, accordés aux pays à risques, en n'acceptant plus aucune demande d'asile sur notre territoire, en abolissant toutes les récompenses à la tricherie (aide médicale d'Etat, hébergement, régularisations, débarquement de navires « sauveteurs »).
4. Atténuer l'attractivité sociale de la France, en supprimant toutes les prestations non contributives aux étrangers, HLM compris, et en limitant à 3 enfants, par famille française, des allocations familiales, revalorisées sans conditions de revenus.
5. Dégonfler les diasporas, en réduisant les types, durées et nombres de titres de séjour et en excluant les renouvellements quasi-automatiques.
6. Muscler notre laïcité « chrétienne » pour l'adapter au défi très différent de l'islam, en ne neutralisant plus seulement l'Etat et l'école, mais aussi l'espace public, les universités et le monde de l'entreprise.

Si ces propositions s'inscrivent dans le cadre du droit existant, tant mieux, sinon il faudra le changer, quel qu'en soit le prix. Car le retournement proposé relevant désormais du salut public, sa férocité n'est que la contrepartie du temps perdu.

Je viens de vous présenter un diagnostic. À savoir que, si nous persistons dans notre aveuglement, nous allons vers un pays, où, a minima et par implosion lente, la vie ne vaudra plus la peine d'être vécue, ou, a maxima, vers un pays, où, à force d'explosions, on ne pourra plus vivre du tout.

On peut ne pas partager cette évaluation et, dans ce cas, j'aurais parlé pour ne rien dire.

Mais on peut aussi y adhérer et, dans ce cas, les mesures avancées sont notre dernière chance.

J'ai conscience de ce que certains d'entre vous ont pu me trouver excessif, alarmiste, irréaliste, sans nuance, ni générosité, que sais-je encore.

Je vous accorderai volontiers deux autres défauts.

D'une part, mon caractère peut être qualifié d'obstiné, en ce que je n'accepterai jamais d'affirmer qu'il fait nuit en plein jour. D'autre part, c'est vrai, je suis obsédé, mais mon obsession est uniquement tournée vers la France qui vient, à échéances de 10, 20, 30 ou 40 ans : celle de nos enfants et petits-enfants, auxquels notre devoir élémentaire est de ne pas léguer un pays chaotique, alors que nous l'avons reçu de nos aînés comme un cadeau magnifique.

Ultime question, dont je suppose que nous nous la posons tous, de temps à autre : que ferait le Général de Gaulle, dans le monde si différent d'aujourd'hui ?

Nul ne le sait, mais je suis personnellement convaincu de deux choses : s'il avait été au pouvoir au cours du dernier demi-siècle, il ne nous aurait jamais mis dans le pétrin que j'ai décrit ce soir et s'il ressuscitait, je redoute qu'il ne me prenne pour un modéré bien timoré.

Merci de m'avoir écouté.